



Le mal hollandais

Un surplus de richesses mal géré

Christine Ebrahim-zadeh

MIGUEL DE CERVANTES SAAVEDRA, le célèbre écrivain espagnol du XVI^e siècle, auteur de *Don Quichotte de la Manche*, a dit un jour que «la gratification de la richesse ne se trouve pas dans la simple possession ni dans des dépenses somptueuses, mais bien dans son utilisation mesurée». C'était à l'époque où l'Espagne profitait d'un accès nouveau à une multitude de ressources naturelles, notamment de l'or, dans les Amériques. Pourrait-il avoir identifié, dans son propre pays, les symptômes d'une maladie qui allait être connue sous le nom de «mal hollandais», terme qui se rapporte de manière générale aux conséquences nuisibles d'une forte augmentation du revenu d'un pays?

Dans les années 60, les Pays-Bas ont enregistré une nette hausse de leur revenu après la découverte d'énormes dépôts de gaz naturel en mer du Nord. De façon inattendue, ce développement apparemment positif a eu de sérieuses répercussions sur d'importants secteurs de l'économie hollandaise : le florin a pris de la valeur et les exportations non pétrolières ont donc perdu de leur compétitivité. Ce syndrome a été appelé «mal hollandais». Bien que cette maladie aille généralement de pair avec la découverte de ressources naturelles, elle peut résulter de tout développement qui entraîne des entrées massives de devises, notamment une forte hausse du prix des ressources naturelles, de l'aide étrangère ou des investissements directs étrangers. Des économistes ont utilisé le modèle du mal hollandais pour examiner des épisodes de ce type, notamment le flux des trésors des Amériques dans l'Espagne du XVI^e siècle et les découvertes d'or en Australie dans les années 1850.

Le diagnostic est-il...

Pourquoi une forte augmentation de la richesse a-t-elle ces conséquences paradoxalement négatives? La réponse figure dans un document célèbre écrit en 1982 par W.M. Corden et J. Peter Neary. Ceux-ci divisent en trois secteurs une économie dont les exportations s'envolent : le secteur des exportations en plein essor et le secteur des exportations à la traîne sont les deux secteurs des biens échangés; le troisième est le secteur des biens non échangés, qui pour l'essentiel approvisionne les résidents intérieurs et peut inclure le commerce de détail, les services et les bâtiments et travaux publics. Ils montrent que, lorsqu'un pays attrape

le mal hollandais, le secteur des exportations traditionnelles est évincé par les deux autres secteurs.

Comment est-ce que cela se passe? Prenons l'exemple d'un pays qui découvre du pétrole. Dans un premier temps, le bond des exportations pétrolières accroît le revenu du pays, puisque celui-ci reçoit davantage de devises. Si celles-ci étaient consacrées dans leur totalité aux importations, elles n'auraient aucun effet direct sur la masse monétaire ni sur la demande de biens produits localement. Mais supposons que les devises soient converties en monnaie locale et dépensées en biens intérieurs non échangés. Ce qui se passe ensuite dépend du taux de change — c'est-à-dire le prix de la monnaie nationale par rapport à une des principales monnaies étrangères — appliqué par le pays.

Si le taux de change est fixe, la conversion des devises en monnaie locale gonfle la masse monétaire, et les pressions de la demande intérieure poussent les prix intérieurs à la hausse, d'où une appréciation du taux de change «réel» — c'est-à-dire qu'une unité de monnaie étrangère permet maintenant d'acheter moins de biens et services «réels» dans l'économie intérieure qu'auparavant. Si le taux de change est flexible, l'offre accrue de devises fait monter la valeur de la monnaie nationale, ce qui implique aussi une appréciation du taux de change réel, dans ce cas par le biais d'une progression du taux de change nominal, et non des prix intérieurs. Dans les deux cas, l'appréciation du taux change réel pèse sur la compétitivité des exportations et donc sur le secteur des exportations traditionnelles. Ce processus est appelé «l'effet-dépenses».

Par ailleurs, les ressources (capital et travail) seraient réorientées vers la production de biens intérieurs non échangés pour satisfaire l'augmentation de la demande intérieure et vers le secteur pétrolier en expansion. Ces deux transferts feraient diminuer la production du secteur des exportations traditionnelles, qui serait alors à la traîne. C'est ce qu'on appelle «l'effet du mouvement des ressources».

Ces effets se sont produits dans les pays riches en ressources pétrolières dans les années 70, lorsque les prix du pétrole sont montés en flèche et que les exportations pétrolières ont augmenté aux dépens des secteurs agricole et manufacturier. De même, le renchérissement du café à la fin des années 70 (après la destruction des récoltes bré-

siliennes due au gel) a entraîné une expansion du secteur du café dans des pays producteurs comme la Colombie au détriment du secteur des exportations traditionnelles, les dépenses et les ressources étant réorientées vers le secteur des biens non échangés (voir graphique).

... pessimiste?

Le ralentissement du secteur des biens échangés à la traîne est-il vraiment un problème? Non, selon certains économistes, si l'on s'attend à ce que l'accroissement des entrées de devises soit permanent. Dans ce cas, le mal hollandais représente peut-être simplement l'adaptation de l'écono-

mie à sa richesse nouvelle, et le terme «mal» est impropre. La réorientation de la production du secteur des biens échangés vers le secteur des biens non échangés constitue simplement un mécanisme d'autocorrection, une manière pour l'économie de s'adapter à une augmentation de la demande intérieure.

Mais d'autres économistes sont d'avis que même un changement permanent est préoccupant. Lorsque le capital et le travail passent d'un secteur à l'autre, des entreprises doivent fermer leurs portes et leurs travailleurs trouver un nouvel emploi. Cette transition — même si elle est de courte durée — est douloureuse, tant économiquement que politiquement. Certains économistes s'inquiètent aussi qu'un redéploiement des ressources des secteurs manufacturiers qui génèrent un apprentissage par la pratique puisse compromettre le potentiel de croissance à long terme d'un pays en étouffant une source importante de développement du capital humain. En conclusion, que ces changements soient considérés comme un problème ou non, les décideurs doivent aider l'économie à faire face à leurs répercussions.

Que faire?

Pour savoir ce que peuvent faire les décideurs, il est capital de déterminer si le surplus de rentrées est temporaire ou permanent. Dans les pays qui s'attendent à ce que les ressources qui viennent d'être découvertes s'épuisent relativement vite, à ce que les apports d'aide soient temporaires ou à ce que l'amélioration des termes de l'échange soit transitoire, les décideurs jugeront sans doute utile de protéger les secteurs vulnérables — peut-être par des interventions sur le marché des changes. La vente de monnaie nationale contre des devises — c'est-à-dire l'accumulation de réserves de change officielles — maintient généralement le cours de change de la monnaie nationale au-dessous de ce qu'il serait autrement, ce qui aide à protéger l'économie des perturbations temporaires du mal hollandais. Mais il reste à assurer que l'accumulation de réserves ne provoque pas d'inflation et que le revenu supplémentaire soit dépensé judicieusement et géré de manière transparente par l'intermédiaire, par exemple, d'un compte à la banque centrale ou d'un fonds fiduciaire.

Dans les pays où le surplus de rentrées sera probablement permanent, les décideurs doivent gérer les changements structurels inévitables de l'économie de manière à assurer la stabilité de celle-ci. Ils jugeront sans doute bon de stimuler la productivité dans le secteur des biens non échangés (peut-être par des privatisations et restructurations) et d'investir dans le recyclage des travailleurs, et peut-être aussi de continuer de diversifier les exportations pour réduire leur dépendance à l'égard du secteur en expansion et leur vulnérabilité aux chocs extérieurs, par exemple une baisse soudaine des prix des produits de base.

Qu'il s'agisse de gérer prudemment un surplus de rentrées ou de modifier le cours de l'économie pour s'adapter à de nouvelles circonstances, une telle utilisation prudente de la richesse aurait sans aucun doute gagné l'approbation de M. de Cervantes. ■

Christine Ebrahim-zadeh fait partie de l'équipe de rédaction de Finances & Développement.

